

DÉCLARATION LIMINAIRE AU CSAL-FS DU 10 JUILLET 2024

Madame la Présidente,

Les instances de dialogue social en cette rentrée 2024 se tiennent dans un contexte inédit de crise sociale, démocratique et institutionnelle.

Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale décidée de façon unilatérale et sans concertation préalable par Emmanuel Macron, ce dernier a nommé, avec l'aval du Rassemblement National, Michel Barnier, homme politique issu des rangs des LR comme 1er ministre. Par cette nomination, le président de la République piétine la démocratie.

Grâce à la mobilisation exceptionnelle des citoyens et citoyennes, le Rassemblement National a été écarté du pouvoir mais rien n'est réglé pour autant. Pour Solidaires Finances Publiques, le combat contre les idées d'extrême droite est une bataille quotidienne, inscrite dans l'ADN de notre syndicat depuis sa création. Ce combat est de nature idéologique, mais aussi économique et social. En effet, la montée en puissance du RN est la conséquence directe des politiques ultra-libérales en cours depuis des décennies. Elles n'ont eu de cesse de fracturer la société, de stigmatiser une partie de la population et de favoriser une minorité au lieu de servir l'intérêt général.

Pour Solidaires Finances Publiques, les choix budgétaires qui ont été pris auront de nombreuses conséquences négatives. L'austérité budgétaire, menée depuis de nombreuses années et accentuée par les politiques d'Emmanuel Macron basées sur le moins d'impôt, le plus souvent à destination des plus aisés, ainsi que la réduction de la dépense publique ont amené à la situation d'aujourd'hui. L'ampleur du déficit actuel n'est pas dû à des dépenses publiques non maîtrisées mais bel et bien à un manque crucial de recettes.

Le budget présenté par Michel Barnier va notamment continuer la casse du service public. À la DGFIP, nous avons déjà lourdement été impactés, depuis des années, par des destructions d'emplois massives. Annoncer des suppressions supplémentaires, au vu de l'état de nos missions, portera un lourd coup à la santé et à la sécurité au travail dans un contexte de réformes incessantes de tous ordres et de troubles psycho-sociaux de plus en plus importants.

Cela accroîtra les tensions internes et externes, augmentera la charge de travail et nuira à la qualité du service que nous devons à nos concitoyennes et concitoyens.

Solidaires Finances Publiques s'opposera fermement à toute mesure qui dégraderait les conditions de travail des agentes et des agents du ministère et de la Ddfip 55. Dans notre petit département, où parfois un pôle ne représente qu'une personne, la crainte des suppressions d'emplois est d'autant plus exacerbée que les services ne disposent plus de marges de manœuvre pour pallier la moindre absence. Les agents éprouvent de plus en plus de difficultés à poser leurs congés et peinent à faire face aux absences de leurs collègues.

Cette instance locale dédiée à la Santé et aux conditions de travail des agentes et des agents de la DDFIP doit examiner le DUERP et le PAP. Comme l'an passé, ces documents montrent la démotivation des agent-es du fait notamment d'une charge de travail toujours plus lourde, de la pression pour avoir le moins de retard possible, la perte du sens au travail et de l'inquiétude sur l'avenir.

Constats déjà connus donc, constats partagés par Solidaires Finances publiques, constats que l'on retrouve dans le compte-rendu de l'Observatoire Interne.

Solidaires Finances Publiques vous demande quelles seront vos réponses pour prévenir et réduire les risques sur la santé des agentes et des agents de la DDFiP 55 du fait des organisations de travail actuelles ?

Pour Solidaires Finances publiques, l'obligation de prévention de l'employeur doit s'inscrire dans le quotidien du travail en analysant et en débattant collectivement du travail réel. Elle suppose que tout responsable de service puisse être en capacité d'intégrer la dimension santé, sécurité et conditions de travail dans ses pratiques quotidiennes et tout particulièrement dans le contexte actuel de réformes et changements profonds dans l'organisation, la nature et les modes de travail.

Nous vous présenterons notre avis sur le PAP au cours de cette instance.

À ces nouvelles budgétaires inquiétantes s'ajoutent des rumeurs d'énormes restructurations : dans le contrôle fiscal, dans les SIE, les PRS, les missions foncières, etc, alors que les précédentes n'ont pas encore été absorbées.

Alors que le gouvernement recherche des rentrées fiscales, qu'en est-il des taxes douanières, transférées il y a peu à la DGFIP ? Où en sont les taxes d'urbanisme ? Et pour combattre la fraude fiscale, évaluée par notre organisation à 80 à 100 milliards d'euros par an, quels moyens sont donnés ?

Sujet supplémentaire d'inquiétude pour les agents, notamment dans les services d'accueil, les bruits qui courent sur la suppression des ponts obligatoires en 2025. Cela provoquera des difficultés supplémentaires pour déposer les congés et la hausse de tensions dans les services, qui n'en avaient vraiment pas besoin. Nous demandons donc à ce que les services soient être fermés au public lors des journées choisies et que les agents puissent choisir de poser ou non un congé, sans obligation et sans la contrainte de la nécessité de service.

Enfin, autre sujet anormal en Meuse : il arrive que des agents en arrêt maladie travaillent dans certains services, sur la base du volontariat parfois, mais également sur la demande de leurs chefs de services. Nous vous demandons d'effectuer un rappel auprès de ces derniers pour que cessent ces pratiques.

Solidaires Finances Publiques n'aura de cesse de défendre le progrès social et tout particulièrement la nécessité d'une politique fiscale réellement au service de l'intérêt général qui aurait comme principaux axes :

- imposer l'ensemble des revenus, revenus financiers y compris, au barème progressif de l'impôt sur le revenu, ce qui représenterait un surplus de recettes de 2 à 4 milliards d'euros,
- instaurer un véritable impôt sur la fortune permettant de dégager 10 à 15 milliards d'euros,
- imposer les superprofits pourrait rapporter 10 à 20 milliards d'euros,
- mieux imposer les donations et les successions pourrait procurer un rendement de plusieurs milliards d'euros,
- mettre fin à la baisse des impôts dits « de production » préserverait les recettes des collectivités locales,
- une revue des niches fiscales et sociales, permettrait de supprimer les niches anti-écologiques (pour 7 milliards d'euros) ainsi que celles qui sont inefficaces et injustes et de réformer celles qui peuvent être efficaces : à court terme, 10 milliards d'euros sont possibles, davantage à long terme,
- renforcer les moyens alloués à la lutte contre l'évasion fiscale dégagerait immanquablement plusieurs milliards d'euros.

Face à ce nouveau gouvernement, Solidaires Finances Publiques entend porter d'autres choix en matière de politiques publiques.